Point de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les élections au Mali et sur la situation en Syrie, à Paris le 18 juillet 2013.

2013-07-18

Avec M. François Bayrou et M. Rochefort, nous avons évoqué l'actualité internationale et notamment les questions européennes. Je rencontre les leaders des grandes formations politiques et il était important que je rencontre François Bayrou qui est une personne extrêmement pointue sur ces questions de politique étrangère.

(...)

En tout cas un essai de lucidité dans une situation, sur le plan international, qui est celle d'un monde qui bouge, qui comporte beaucoup de dangers et où la France a évidemment une position à prendre et qu'elle prend en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. L'utilité de ces tours d'horizon est de voir les domaines dans lesquels nous pouvons agir.

Q - Monsieur le ministre, quelle est votre position sur le Mali et le niveau d'impréparation pour les élections ?

R - je ne veux pas entrer dans une polémique avec un des vingt huit candidats, qui d'ailleurs ne l'est plus. En revanche ce que dit François Bayrou est tout à fait juste. Au mois de janvier, il s'en est fallu de quelques heures pour que le Mali soit dirigé par des groupes terroristes. Et c'est l'intervention de la France qui permet, sept mois plus tard, que la sécurité soit rétablie, que dans quelques jours se tienne une élection présidentielle et que des fonds très importants aient été recueillis auprès de la communauté internationale pour faire redémarrer le Mali.

Cela ne veut pas dire bien sûr, que toutes les questions soient réglées. Mais dans ce court laps de temps et grâce à l'action de tous, et notamment de la France, c'est un résultat très significatif. Maintenant, les autorités maliennes ont pris leur responsabilité sur la date et les modalités du vote et il faut souhaiter que les choses se passent très bien. C'est dans ce sens que nous souhaitons travailler sans entrer dans une polémique.

Q - M. Bayrou a évoqué les livraisons d'armes en Syrie et ses inquiétudes. Nous approchons de la date butoir du 1er août et du gentleman's agreement. Quel est votre sentiment sur le

terrain. Est-ce que le rapport de forces a commencé à changer ou est-ce que cette décision de livraison d'armes va être prise ?

R - La décision européenne qui a déjà été prise est une autorisation. Maintenant c'est à chaque pays de respecter cette autorisation pour l'utiliser ou non. Il y a des conditions qui ont été mises quant à l'envoi éventuel d'armes et pour le moment la France n'a pas modifié sa position. Nous avons cette faculté mais nous n'avons pas livré d'armes létales, c'est à dire mortelles.

Q - Mais entre les pays amis de la Syrie, il y a certains pays qui ont pris cette position. Ces décisions ont-elles données des résultats sur le terrain. L'opposition peut-elle tenir ses positions alors qu'elle souffre en ce moment ?

R - L'organisation de l'opposition, ce que l'on appelle l'Armée syrienne libre et, d'autre part, la Coalition nationale est plus beaucoup structurée qu'avant. D'un côté un nouveau président a été désigné il y a quelques jours et par ailleurs, l'Armée syrienne libre sous l'impulsion du général Salim Idris montre beaucoup plus de cohésion qu'auparavant. Même s'il y a des problèmes notamment parce qu'il y a des organisations terroristes qui sont opposées à Bachar Al-Assad mais qui, en aucun cas, ne peuvent être confondues avec la Coalition nationale. Vous avez vu d'ailleurs qu'il y a des affrontements entre les deux et nous, nous avons inscrit l'un de ces groupes, le front Al-Nosra, sur la liste des organisations terroristes.

Bien évidemment, nous soutenons la Coalition nationale syrienne dans la mesure où ses objectifs pour la Syrie du futur nous conviennent. À savoir la reconnaissance des droits de chaque communauté et, plus généralement, le respect des droits de l'Homme. Il n'est pas question de soutenir des organisations qui ne seraient pas démocratiques.

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 juillet 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188617-point-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres